Les agriculteurs et leurs sociétés locales dans le contexte de la nouvelle PAC : les cas de la Grèce et du Portugal

Fernando Medeiros

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/360>

DOI : 10.4000/strates.360

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2001

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Fernando Medeiros, « Les agriculteurs et leurs sociétés locales dans le contexte de la nouvelle PAC : les cas de la Grèce et du Portugal », *Strates* [En ligne], 10 | 2001, mis en ligne le 31 janvier 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.360>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les agriculteurs et leurs sociétés locales dans le contexte de la nouvelle PAC : les cas de la Grèce et du Portugal

Fernando Medeiros

Je tiens à remercier Yvette Harff, Michèle Petit et Hugues Lamarche pour leurs remarques et leurs suggestions. Un grand merci à Marie-Claude Herrero pour le travail sur la base de données.

- ¹ L'objectif de cette note de recherche est de présenter les résultats d'une analyse transversale des données de l'Enquête européenne sur les exploitations agricoles, réalisée en 1992-95¹. L'analyse des données présentée ici porte sur les rapports des agriculteurs à leurs sociétés locales², celles-ci étant clairement identifiées par le protocole de l'enquête au bassin agricole et à l'espace de vie dense en rapports de voisinage, liens de parenté et relations d'interconnaissance. Ainsi définis, les 16 terrains d'enquête retenus se répartissent de la manière suivante : Grèce : 5 ; Portugal : 5 ; France : 4 ; Italie du Nord : 2. L'hypothèse de départ pour cette analyse est que la diversité et la variabilité des modes de fonctionnement des exploitations agricoles européennes peut encore s'expliquer, du moins en partie, par les liens et les ancrages territoriaux locaux des agriculteurs. Par lien territorial rural, on entendra le contrat implicite rattachant l'agriculteur, sa famille et son exploitation à une collectivité territoriale d'appartenance, contrat qui confère des traits spécifiques aux rapports sociaux en milieu rural et des caractéristiques propres à l'état professionnel de l'agriculteur. Ce lien territorial local propre à l'état professionnel des agriculteurs fait que le statut de l'exploitant agricole n'est assimilable ni aux statuts de travailleur indépendant (pas de clientèle) ou d'entrepreneur capitaliste (dissociation entre capital d'exploitation et travail salarié), ni à celle de salarié (subordination contractuelle à l'employeur). En revanche, cet état professionnel n'est pas univoque ; il peut recouvrir des modalités très diverses alliant sa conception en tant que métier à celle d'une

occupation plus ou moins professionnalisée, et c'est l'éventail de cette diversité qui caractérisera au mieux le profil socio-rural et les paysages agraires d'une région, d'un pays ou d'un ensemble de pays. En avançant cela, on admet que certains modes de fonctionnement des exploitations agricoles peuvent se déployer à très grande échelle géographique et recouvrir diverses modalités de liens sociaux territoriaux, tandis que d'autres, en raison des liens spécifiques noués entre les unités d'exploitation et leurs sociétés locales, connaissent des diffusions plus restreintes.

- 2 Généralement, on s'attend à voir associés aux états professionnels les plus accomplis par rapport aux normes du capitalisme avancé des liens territoriaux moins prégnants. L'hypothèse admise par ce raisonnement est que non seulement l'alignement de l'idéal professionnel de l'agriculteur sur celui d'autres catégories pousse à l'intensification capitaliste de l'exploitation en induisant par là-même une propension à la mobilité géographique, mais aussi que les projets de développement/agrandissement des exploitations agricoles s'insèrent, tant localement comme à l'échelle macrosociale, dans un jeu à somme non nulle dans lequel le nombre d'agriculteurs prétendant participer à l'édification de la norme sociale de production est resté pendant longtemps bien supérieur à celui de ceux qui y parviennent. Ces mécanismes, générateurs de concentration foncière et d'exode agricole, sont ceux du processus de développement d'un ordre social centré sur la division intensive du travail au cours duquel l'état professionnel de l'agriculteur s'affirme tendanciellement au détriment de la diversité de la vie sociale rurale, soumettant celle-ci à une dispersion et à un effilochement au fur et à mesure que les agriculteurs s'organisent en groupes d'intérêt. Aux stades plus avancés de cette évolution, les agriculteurs deviennent la « classe » territorialisée par excellence, désormais déployée/identifiée sur/à l'espace rural national, identifiée primordialement à l'agriculture et engagée, à travers les formes prises par celle-ci, dans le système de la régulation interprofessionnelle édifié pas à pas dans le cadre du capitalisme organisé de l'après-guerre. Confrontées à ces dynamiques endogènes et exogènes, maintes sociétés locales rurales n'ont pu préserver leur autonomie relative face à la société englobante, identifiée à l'État, qu'en se calant dans le sillage des transformations structurelles de la société, mobilisant pour cela toutes les ressources adaptatives susceptibles de préserver et d'accroître leurs ressources propres ou/et d'intégrer les maillages des réseaux urbains en expansion.
- 3 L'épure que l'on vient de tracer reprend les traits les plus saillants de l'idéal-type du développement agricole et rural en Europe occidentale continentale, du moins tel qu'on a pu le caractériser jusqu'aux années 1980. Mais depuis lors, ce tableau semble avoir évolué sensiblement, en particulier sous l'effet de la persistance d'un chômage élevé et du retour en force du territorial local dans les mécanismes de la régulation sociale, deux phénomènes qui ne sont pas sans rapport avec les transformations liées à l'internationalisation accrue de l'économie. Ainsi, les délocalisations de larges segments des systèmes productifs industriels taylor-fordistes vers les bassins de main-d'œuvre peu qualifiée des espaces périphériques ou semi-périphériques, facilitée par l'optique strictement économique de la construction européenne, n'ont-elles pas manqué de déstabiliser les systèmes de régulation néo-corporatistes auxquels participent les organisations professionnelles des agriculteurs sur la base d'un pacte « modernisateur-productiviste ». C'est à la suite de l'érosion de ce pacte que le lien territorial local intéressera à nouveau les agriculteurs, les rendant plus réceptifs aux orientations décidées par les quinze pays de l'Union européenne.

- 4 Dans le domaine des politiques agricoles, la deuxième réforme de la PAC et l'institution des « contrats territoriaux d'exploitation », le programme de l'« Agenda 2 000 » ou les enjeux des négociations de l'OMC découlent des orientations qui entendent valider et promouvoir les fonctionnalités multiples d'un « monde » de production désormais reconnu comme un service de société qui déborde largement des cadres que faisaient des campagnes la composante fordiste-agricole des espace ruraux. On peut observer, cependant, que les mises en œuvre de ces nouvelles orientations des politiques agricoles inspirées des principes de précaution (traçabilité et mesures agri-environnementales) et de subsidiarité (plus grande autonomie conférée aux collectivités territoriales) butent toujours soit sur des refus péremptoires sectoriels d'une telle politique, soit sur les divergences de conception de la multifonctionnalité de l'agriculture – tant en raison des non coïncidences fréquentes entre les significations transnationales, nationales et régionales de cette multifonctionnalité qu'en raison des bouleversements que celle-ci ne manquera pas d'induire au plan des politiques de soutien des prix. Le socle des politiques agricoles reste l'espace national, le seul où s'opère, à travers le déroulement plus ou moins heurté de processus d'adaptation douloureux et d'ajustements économiques périlleux, l'entrecroisement des régulations néo-corporatistes, des ajustements de marché et des représentations politiques.
- 5 Mais, peu à peu, la dimension territoriale locale des pratiques agricoles recouvre une plus grande visibilité, soit à travers la question « environnementale » dont on sait qu'elle est désormais positivement sanctionnée par le marché (Jollivet, 1997), soit par le truchement de l'intensification des compétitions entre territoires induite par les dérégulations qui accompagnent les actuelles modalités du processus de mondialisation (Veltz, 1996). Ce sont ces changements de fond, manifestes dans les montées de l'insécurité alimentaire et du refus de la « malbouffe », qu'il faut avoir en vue lorsqu'on s'intéresse aux différences de positionnement des agriculteurs par rapport à leurs sociétés locales et aux « terroirs ».
- 6 En optant pour cet angle d'approche, cette recherche peut contribuer à une analyse plus poussée des modes de fonctionnement des exploitations agricoles, de manière à mieux caractériser, par exemple, ceux que l'enquête du REALCEA a pu isoler sous la dénomination de « modes de fonctionnement en transition » (cf. H. Lamarche, article cité).
- 7 C'est à cette analyse des différents types de positionnements des agriculteurs par rapport à leurs sociétés locales que l'on procédera ici. En ce qui concerne les modalités de la prégnance du lien territorial local sur les modes de fonctionnement des exploitations agricoles, elles seront effleurées ici principalement à partir de comparaisons entre les différents « terrains » d'enquête en nous référant, pour cela, aux principales caractéristiques de chacun d'eux. Dans les typologies que nous avons construites à partir des données des enquêtes, on s'intéressera plus particulièrement aux cas grecs et portugais, et ceci pour deux raisons. La première c'est que, s'agissant ici d'une publication consacrée principalement à la ruralité grecque, il nous a semblé opportun d'insister sur la comparaison des « mondes » de production agricole de deux « petits » pays présentant des caractéristiques socio-économiques macro et socio-démographiques assez proches. La deuxième raison tient à une autre similitude, celle des positions géographiques « périphériques » des deux pays. Situés aux marches sud-est et sud-ouest de l'actuelle Union européenne, la Grèce et le Portugal sont des pays « frontière », aux contacts rapprochés avec des réalités géopolitiques et historiques

distinctes – « balkanique/méditerranéenne » dans un cas, « atlantique / méditerranéenne » dans l'autre³. Considérés sous cet angle, ces deux cas de figure permettent de saisir dans sa plus large étendue l'éventail des modalités du lien territorial en Europe méridionale.

I - Des statuts et des contextes socio-professionnels bien contrastés

- 8 Les données de l'enquête font apparaître des réalités agricoles nationales contrastées et il convient de faire ressortir quelques-unes de ces différences pour souligner les problèmes que soulèvent les démarches comparatives dans ce domaine de recherche. Les premiers contrastes à signaler sont ceux qui opposent, dans les échantillons de l'enquête, les réalités grecque et portugaise d'une part, aux réalités française et nord-italienne d'autre part. Ainsi, alors que la formation professionnelle des « chefs » d'exploitation, indice fiable du développement agricole, est nettement moins fréquente dans les cas grec et portugais que dans les deux autres cas (19 % et 30 % contre 58 % et 54 % respectivement), la fréquence de la présence de salariés dans les exploitations s'inverse, avec plus de 55 % d'exploitations avec salariés dans les deux premiers cas et moins de 31 % dans les deux autres. Concernant le statut d'agriculteur, on peut dire que la fréquence de l'exercice à l'étranger d'une autre profession avant installation constitue un indice de la moindre consistance des statuts professionnels des exploitants, et sous cet aspect les « chefs » d'exploitation grecs et portugais ont manifestement des statuts moins consolidés que leurs homologues français et nord-italiens ; il est à noter, toutefois, que ce contraste est plus prononcé pour la Grèce (45 % d'exploitants) que pour le Portugal (31 %), plus proche, sur ce point, des cas français et nord-italien (25 %). Cette forme de pluriactivité, déployée sur le cycle de vie, n'est pas sans rapport avec la pluriactivité au sens restreint ; et, là encore, la situation des agriculteurs grecs et portugais diverge puisque les exploitants grecs sont plus nombreux à y avoir recours – 40 % des exploitants enquêtés déclarant des revenus extérieurs à l'exploitation contre 18 % dans le cas portugais. On notera que les rapprochements entre pays opérés par ce clivage font apparaître des similitudes de situations plus fortes entre agriculteurs portugais et français d'une part, et entre agriculteurs grecs et nord-italiens d'autre part, qu'entre exploitants grecs et portugais⁴.
- 9 Ces éléments relatifs aux identités et aux statuts socio-professionnels des agriculteurs des seize « terrains » enquêtés dans les quatre pays fournissent deux indications à retenir. La première confirme le fait que le niveau de développement agricole s'explique davantage par le niveau général de développement économique et social du pays concerné que par les formes d'agriculture prévalant dans ce même pays. Cependant, cela n'implique nullement l'idée d'un isomorphisme strict des formes sociales de la production agricole en régime d'économie de marché ouvert, car les « préférences » nationales de structures semblent jouer ici un rôle crucial. C'est pourquoi il importe de privilégier ce niveau d'analyse pour interpréter les diversités propres à chaque pays en matière de typologies des modes de fonctionnement des exploitations agricoles. Les « préférences nationales de structures » constituent pour l'essentiel le condensé des compromis de type corporatiste et/ou interrégionaux répercutés par les responsables politiques au niveau de la PAC, celle-ci ayant pour mission de compenser les effets déstructurants des mécanismes de régulation du marché ouvert⁵. La deuxième indication tend à montrer que la diversité du « monde » de production agricole dans les pays européens relève de deux configurations contrastées. D'un côté, on observe une organisation agricole à forte dominante corporatiste, mais à faible prégnance du lien territorial local, comme dans le cas de la

France ; de l'autre, c'est une réalité moins marquée par le « corporatisme » qui caractérise les cas grec, nord-italien et portugais où l'idéal de l'identité exploitation/famille/profession reste un facteur de structuration important, mais en accusant dans ces trois cas un caractère plus « familialiste » ou/et « patrimonialiste » que dans le cas français⁶. Les disparités régionales sont aussi plus prononcées dans les pays méridionaux, soit par la présence d'une agriculture entrepreneuriale historiquement tributaire du phénomène du dualisme *minifundia* / *latifundia* – dans le cas du Portugal⁷ –, soit en raison, comme en Grèce, d'une très forte prégnance « entrepreneuriale-familialiste » dans un contexte où la pluriactivité des exploitants et des membres de leurs familles est singulièrement répandue. Par certains de ces aspects le cas grec se rapprocherait de celui de l'Italie du Nord⁸. Cependant, une analyse des rapports des agriculteurs à leurs sociétés locales fait ressortir d'autres contrastes mais aussi d'autres similitudes entre les spectres de la diversité des « mondes » agricoles des quatre pays. Leur analyse nous permettra de préciser les différences entre les deux configurations identifiées et de nuancer ce que nous venons de dire en première approximation sur les cas grec et portugais.

II - Les agriculteurs et leurs sociétés « locales » 1 - Un schéma d'explication de type « centre-périphérie » ?

- 10 La différenciation des agricultures européennes est souvent expliquée à partir du schéma qui oppose les formes de production et d'organisation plus évoluées du « centre » à celles, moins performantes, caractéristiques des « périphéries » ou des « semi-périphéries » (Santos, 1993). Cette grille garde sa pertinence pour établir les hiérarchies entre pays en matière de niveaux de développement économique. Elle n'est que d'un faible secours, en revanche, lorsqu'il s'agit de cerner les champs d'action des acteurs ou encore d'identifier les enjeux dans des domaines aussi importants que ceux des mesures agri-environnementales ou des politiques d'aménagement du territoire, par exemple, deux secteurs dans lesquels les agriculteurs ne manquent pas d'arguments forts, tant économiques que symboliques (Wachter, 1989). En effet, au niveau élevé d'agrégation des indicateurs économiques auxquels ce genre de comparaisons fait appel, il n'est pas aisé de déterminer les dynamiques socio-territoriales propres aux différentes « périphéries » ou même les différences de la structuration socio-économique agricole des divers pays du « centre ». En outre, cette approche semble inadéquate pour rendre compte des différences nationales et régionales de structuration d'un « monde » de production qui recouvre un genre de vie et dont les dimensions de service de société (aménagement du territoire, qualité et sécurité alimentaires, préservation du milieu naturel, système d'emploi...) peuvent être différemment définies par les acteurs selon qu'ils privilégient le vecteur professionnel-entrepreneurial et la performance économique « exportatrice », ou celui d'une régulation socio-territoriale de l'activité agricole compatible avec le développement rural. Alors que la première orientation générale suppose et suscite une intégration très poussée au marché global et une forte spécialisation spatiale du travail, la seconde s'inscrit davantage dans une dynamique qui allie résistance et adaptation aux contraintes imposées par le modèle économique dominant. Les formes spatiales dont relèvent tendanciuellement les activités agricoles divergeront alors du tout au tout : tandis que dans le premier cas on voit apparaître et se développer les spatialités propres aux districts agricoles, caractérisées par l'étiollement de la vie sociale rurale au profit du foncier réduit à son utilité agricole, dans le second l'agriculture et les campagnes peuvent intégrer des systèmes productifs locaux diversifiés, et parfois

économiquement très performants, comme dans le cas des districts industriels réactivés dans les années 1970 dans l'Italie Centre-Nord (Bagnasco, 1977 ; Fuà, 1984).

- 11 Selon l'idéal-type du développement agricole que l'on vient d'esquisser, ces deux dynamiques apparaissaient comme antinomiques et jusqu'à une époque récente c'est bien la tendance à l'isomorphisme induite par le modèle agricole productiviste impulsé à partir du « centre » qui semblait s'imposer sans grandes résistances aux agricultures « périphériques ». Or, les enquêtes de 1992-95, réalisées au moment de la mise en place de la première réforme de la PAC, montrent que ces oppositions n'étaient pas (plus ?) aussi tranchées. L'analyse des données relatives aux représentations de la vie sociale locale délivrées par l'enquête l'attestent comme on peut le vérifier ci-dessous.

2 - Le rapport au local

- 12 Le rapport au local a fait l'objet d'une analyse factorielle de correspondances conduisant à la construction d'une variable synthétique (LOC)⁹. La distribution par pays des fréquences de cette variable est reprise dans le tableau I ci-dessous.

Tableau I : Rapport au local par pays (LOC)

	Grèce		Portugal		France		Italie (Nord)	
délocalisés	16	(7,5 %)	12	(5,7 %)	31	(18,1 %)	5	(3,3 %)
distants	50	(23,5 %)	59	(27,8 %)	59	(34,5 %)	29	(19,3 %)
proches	112	(52,6 %)	106	(50 %)	68	(39,8 %)	80	(53,3 %)
grégaire	35	(16,4 %)	35	(16,5 %)	13	(7,6 %)	36	(24 %)
TOTAL	213	(100 %)	212	(100 %)	171	(100 %)	150	(100 %)

- 13 Pour la construction de cette variable synthétique « LOC » on a croisé 1) un indice de sociabilité reposant sur les appréciations des agriculteurs concernant l'existence ou non de conflits locaux, de manifestations d'ouverture réciproque et de convivialité et de possibilités de coopération avec les autres dans leurs sociétés locales, et 2) un indicateur des types de réseaux dans lesquels l'agriculteur s'inscrit : fréquence des participations aux fêtes locales, lieu d'habitation du premier ami, préférence ou non pour la cohabitation ou voisinage très proche avec les enfants mariés, niveau d'identité décliné (local, régional, national ou européen), origine du conjoint et qualification des relations locales (plutôt : familiales, de voisinage, davantage liées à la vie locale ou, à l'inverse, davantage tournées vers la participation aux « réseaux locaux de discussion » de la profession) (Darré, 1991).
- 14 Des résultats de cette analyse il ressort que c'est dans la « troisième Italie », et non en Grèce ou au Portugal, que les agriculteurs s'inscrivent le plus fortement dans les sociétés locales ; le cas particulier est ici la France avec un lien territorial local nettement plus distendu, marqué par une identité professionnelle plus affirmée qui va de pair avec un familialisme moins accentué ; mais on peut voir un petit signe du virage mentionné plus haut dans le fait que ce sont les agriculteurs français qui déclinent plus

volontiers, en l'idéalisant, le niveau d'identité régional (32,7 %), à l'extrême opposé de la Grèce où ils ne sont que 2,4 %, alors que le Portugal et l'Italie du Nord se situent aux échelons intermédiaires.

- 15 Cette première analyse des rapports au local oppose le cas français aux trois autres. Signifie-t-elle que cette différenciation est à attribuer à une spécificité des caractéristiques de l'agriculture et de la ruralité méditerranéenne ? Le localisme et le familialisme plus forts observés pour les cas grec, portugais et italien semblent aller dans ce sens, mais les différences détectées auparavant entre ces trois cas ainsi que les similitudes signalées sur d'autres variables entre les cas grec et portugais d'une part, et entre les cas français, italien et portugais d'autre part, nous obligent à relativiser une telle hypothèse. Une autre piste envisageable serait celle d'une spécificité du cas grec par rapport aux trois autres, et c'est celle-ci que l'on se propose de vérifier à partir d'une autre analyse des données visant à une spécification par pays et par terrain des différents types de rapports au local.

III - Appartenances identitaires et multi-appartenances aux sociétés locales

- 16 Pour spécifier les types de rapports au local on a eu recours à une autre analyse factorielle de correspondance mettant en relation un sous-ensemble de variables qui définit la polarité « local-global » en termes d'opposition de deux logiques d'appartenance à la société locale : logique de « mono-appartenance » versus logique de « multi-appartenance ». Les variables pertinentes de cette opposition ont été identifiées par l'analyse parmi toutes celles dont les fréquences mettent en contraste ces deux modalités de l'identification à la société locale : la modalité du lien territorial de type traditionnel, héritage vivant des sociétés paysannes européennes, est celle que l'on appellera « paroissiale » ; la modalité symétrique, celle de la « multi-appartenance », traduit le déclin de la fonction de médiation que la société locale remplissait traditionnellement pour l'intégration des individus à la société globale¹⁰.
- 17 L'espace factoriel défini par les corrélations entre les variables signalant la polarité indiquée fait apparaître quatre types de positionnement des agriculteurs par rapport à la société locale et par rapport à la société globale (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Types de liens territoriaux par rapport au local

NB : Les variables qui définissent cet espace factoriel figurent en souligné dans la liste en annexe.

- 18 Le Type 1 entremêle une orientation « paroissiale » faible et une valorisation forte de la société globale ; ce type est celui des migrants latents ; le Type 2 se définit par une orientation au « paroissial » forte et une ouverture à la société globale également forte ; il représente le profil du mobile ou de la multi-appartenance parmi les agriculteurs ; le Type 3 est celui qui combine une faible orientation au « paroissial » à une ouverture mesurée à la société globale ; on pourrait nommer ce profil celui des agriculteurs discrets ; enfin le Type 4 correspond à la position d'une orientation forte au « paroissial » combinée à une ouverture faible au global ; on appellera ce type de lien territorial celui de l'enracinement identitaire.
- 19 La distribution des individus dans les quatre types se présente comme suit :

Graphique 2 : Entre ancrages et mobilités : liens sociaux territoriaux

- 20 La configuration de cette distribution indique que c'est le Type 4 (« enracinement identitaire ») qui se définit le mieux dans cet espace factoriel ; mais même si les centres de gravité des trois autres agrégations sont attirés par cette dominance, celle-ci n'enlève pas la validité heuristique au classement obtenu. Aussi pouvons-nous reprendre sous forme de tableau les résultats de cette analyse.
- 21 Les résultats du tableau II qui surprennent le moins sont ceux qui signalent la similitude remarquable de la Grèce et du Portugal en ce qui concerne l'importance du Type 1 « migrants latents », pour lequel la fréquence des occurrences d'un travail exercé avant l'installation (variable « ou ») pèse lourd. Du reste, c'est précisément le fait que ce travail exercé préalablement à l'installation se recoupe avec l'expérience de l'émigration vécue par des agriculteurs dans ces deux pays qui justifie l'appellation choisie pour ce type. Dans ce cas, l'explication en termes de situation de « semi-périphérie » (Santos, 1993) semble pertinente, car le Type 4, celui de l'« enracinement identitaire », ne départage pas de manière assez nette la Grèce du Portugal, surtout si l'on compare les deux cas à la spécificité nord-italienne. Mais ces similitudes relatives entre les deux pays ne doivent pas occulter une différence importante qui les sépare. En effet, dans la distribution du Type 3, celui des agriculteurs « discrets » dans la convention adoptée, le Portugal se situe au voisinage de la France où cette catégorie est la mieux représentée. En revanche, s'il fallait identifier un pays à l'« enracinement identitaire », le Type 4, celui qui s'en approcherait le plus serait l'Italie, du moins si l'on en juge par les résultats remarquables obtenus pour nos deux terrains situés dans la « troisième Italie ». Enfin, le profil de la « multi-appartenance », le Type 2, est celui qui ressort le plus nettement comme véritable dénominateur commun aux quatre pays, comme quoi le processus de l'intégration européenne, pour autant que l'on puisse l'évaluer à travers les corrélations des variables que l'on explore ici, se pose davantage en termes de modes de vie qu'en termes de structures socio-économiques¹¹.

Tableau II : Entre mobilité (types 1 et 2) et ancrage (types 3 et 4) par pays

		Grèce	Portugal	France	Italie	Total
Type 1	Effectif	87	70	25	16	198
	% dans Type	43,9 %	35,4 %	12,6 %	8,1 %	100 %
	% dans Pays	41,2 %	33,0 %	14,9 %	10,8 %	26,8 %
Type 2	Effectif	48	47	40	48	183
	% dans Type	26,2 %	25,7 %	21,9 %	26,2 %	100 %
	% dans Pays	22,7 %	22,2 %	23,8 %	32,4 %	24,8 %
Type 3	Effectif	32	72	69	18	191
	% dans Type	16,8 %	37,7 %	36,1 %	9,4 %	100 %
	% dans Pays	15,2 %	34,0 %	41,1 %	12,2 %	25,8 %
Type 4	Effectif	44	23	34	66	167
	% dans Type	26,3 %	13,8 %	20,4 %	39,5 %	100 %
	% dans Pays	20,9 %	10,8 %	20,2 %	44,6 %	22,6 %
TOTAL	Effectif	211	212	168	148	739
	% dans Type	28,6 %	28,7 %	22,7 %	20,0 %	100 %
	% dans Pays	100 %	100 %	100 %	100 %	

NB : Individus non classés : Grèce : 2 ; France : 3 ; Italie : 2.

- 22 Les données du tableau II indiquent aussi que c'est en Grèce et au Portugal où les agriculteurs classés comme « migrants latents » sont les plus nombreux, ce qui pourrait être interprété comme un symptôme d'une relative fragilité du lien territorial du fait de la présence toujours active des dynamiques d'exode agricole et rural. Au jeu de la multi-appartenance, associé au phénomène de la pluriactivité – Types 2 et 4 –, la palme va sans conteste à la « troisième » Italie, la Lombardie et la Vénétie, riches des « districts industriels » propres à l'industrialisation diffuse qui mettent à la portée des agriculteurs et des membres de leurs familles des opportunités d'emplois salariés ou d'autres activités économiques. À ce miroir-là, la Grèce semble s'approcher davantage de ce modèle que le Portugal où ce même phénomène de l'industrialisation diffuse,

réactivé en force à partir du milieu des années 1970, donne les signes manifestes d'un essoufflement si l'on considère les données sur les variables « AVF » et « AVG » (cf. annexe) indiquant une érosion rapide de la base sociale rurale de l'industrialisation diffuse. Du reste, si l'on fait du Type 3, les « discrets », un indicateur de la « moyennisation » de l'état professionnel des agriculteurs – discrètement tournés vers le local et ouverts mais avec réserve sur la société globale – alors les deux pays « frontière » de l'Union européenne divergent, la Grèce se rapprochant clairement de l'Italie du Nord et le Portugal de la France. On voit bien la symétrie des deux configurations : le lien territorial local apparaît comme une ressource d'autant plus importante pour les exploitants (le « chef » d'exploitation et sa famille) que l'identité professionnelle est moins affirmée à l'échelle nationale, celle-ci étant l'échelle pertinente pour l'institution de normes régulant l'état professionnel des agriculteurs.

- 23 L'analyse de ces données peut être effectuée aussi par terrains, de manière à faire ressortir les dominances et les contrastes régionaux par pays.

Tableau III : Distribution des types (1, 2, 3 et 4) par rangs occupés dans chaque terrain

		Classement des Types par rang			
Rang	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	
Terrains					
ITALIE (du Nord)					
	Piémont	4	2	3	1
	Venise	4	2	3	1
PORTUGAL					
	Mafra	2	3	1	4
	Aveiro	3	1	2	4
	Chaves	1	3	-	-
	Évora	2	1	3	4
	Vila do Conde	1	1	4	-
GRÈCE					

Vergina1	1	3	2	4
Thrace	1	4	3	2
Thessalie	4	2	1	3
Béotie	1	2	3	4
Péloponnèse	2	1	4	3

FRANCE				
--------	--	--	--	--

Bretagne	3	4	1	2
Marais	3	2	4	1
Causses	3	4	1	2
Beauce	2	1	4	3

- 24 La construction du tableau III distribue les 4 Types par rang ou ordre d'importance de leurs fréquences (1^{er} rang = % plus élevé et ainsi de suite, en ligne) dans chaque terrain. Exemple : dans le Piémont, c'est le Type 4 qui est le plus représenté, en %, suivi au deuxième rang par le Type 2, au troisième par le Type 3, le dernier rang revenant au Type 1.
- 25 Les comparaisons peuvent ainsi être faites à deux niveaux, par pays et par terrain. En comparant les pays, on constate que les deux terrains de l'Italie du Nord présentent une homologie parfaite, faisant ressortir la forte homogénéité de la « troisième Italie ». Pour le Portugal, le contraste littoral/intérieur (c'est-à-dire Mafra, Aveiro, V. do Conde / Chaves, Évora) l'emporte sur le contraste Nord/Sud (remarquer, toutefois, les similitudes entre Évora, dans l'ancienne région de latifundia au Sud et Vila do Conde, au Nord littoral qui est une zone de relative concentration foncière et d'exploitations viables dans une région où domine la petite exploitation). En Grèce c'est le contraste Est/Ouest (Vergina, Thrace, Thessalie/Béotie, Péloponnèse) qui ressort le plus. Enfin la France dénote une cohérence inter-régionale plus marquée (voir l'homologie surprenante entre le terrain de Bretagne et celui des Causses), et ce en dépit des caractéristiques particulières du terrain beauceron, le plus proche de ce que M. Weber entendait par « district agricole » (Weber, 1906).
- 26 En comparant par terrain, on se limitera à faire deux observations, compte tenu du fait que seuls le Portugal et la Grèce sont représentés par le même nombre de terrains. La première est que ces deux pays présentent des structures de liens territoriaux bien contrastées, mais qu'en même temps ce sont eux qui présentent les disparités régionales les plus accentuées (littoral/intérieur pour le Portugal, et Est/Ouest pour la Grèce) ; la deuxième observation est que le Type 2, celui de la « multi-appartenance », devance très légèrement au premier rang les Type 1 et 3, celui des « migrants latents » et celui des « discrets », (cinq contre quatre et quatre respectivement), le Type 4, l'« enracinement identitaire », venant en dernière position à ce même rang (trois

terrains, dont les deux italiens). Sur ce plan, on peut observer que les classements opèrent des rapprochements qui confirment de plus fortes similitudes entre les cas grec et italien d'une part, et les cas portugais et français d'autre part qu'entre les cas grec et portugais. Ce résultat est important puisqu'il atteste que la Grèce et le Portugal agricoles et ruraux représentent bel et bien deux cas distincts de « frontières » méridionales de l'Union européenne, ceci sous réserve de la sous-évaluation de la diversité italienne du fait de l'absence de terrains du *mezzogiorno* dans les enquêtes réalisées dans le cadre du REALCEA¹²².

- 27 Pour interpréter plus finement ces résultats on a voulu vérifier quels sont les principaux composants de la variable « rapport au local » (cf. *supra* LOC : 1 : « délocalisés », 2 : « distants », 3 : « proches » et 4 : « grégaires ») qui entrent dans les agrégations des Types 1, 2, 3 et 4 du lien territorial. L'analyse détaillée de cette composition des Types de liens territoriaux par pays et par terrains permet de confronter les degrés de variabilité des modalités du lien territorial. Ainsi les distributions par pays des quatre Types de « positionnement entre local et global », tableau IV, confirment que ce sont bien la Grèce et le Portugal qui présentent les configurations du lien territorial des agriculteurs les plus diversifiées. La France se distingue des trois autres cas, même si, dans ce cas, l'ambivalence des positionnements entre le local et le global signalée plus haut ne manque pas d'apporter quelques nuances à cette différenciation. L'autre résultat remarquable de ce croisement est celui de la forte prédominance des gradients intermédiaires de la variable LOC dans les Types de liens territoriaux, ce qui tend à montrer que les agriculteurs européens tendent vers un positionnement médian entre société locale et société globale, une posture qui signale un subtil équilibre entre engagement et détachement par rapport à la société locale.

Tableau IV : Les principaux composants de LOC* des quatre types par pays

RAPPORT AU LOCAL		Total				
		Délocalisés	distant	proches	grégaires	
ITALIE						
type 1	Effectif	1	2	6	7	16
	% dans typologies	6,3%	12,5%	37,5%	43,8%	100%
type 2	Effectif	1	13	27	7	48
	% dans typologies	2,1%	27,1%	56,3%	14,6%	100%
type 3	Effectif	1	4	7	6	18
	% dans typologies	5,6%	22,2%	38,9%	33,3%	100%
type 4	Effectif	2	10	39	15	66
	% dans typologies	3,0%	15,2%	59,1%	22,7%	100%
Total	Effectif	5	29	79	35	148
	% dans typologies	3,4%	19,6%	53,4%	23,6%	100%
GRÈCE						
type 1	Effectif	5	17	47	18	87
	% dans typologies	5,7%	19,5%	54,0%	20,7%	100%
type 2	Effectif	4	16	25	3	48
	% dans typologies	8,3%	33,3%	52,1%	6,3%	100%
type 3	Effectif	5	7	18	2	32
	% dans typologies	15,6%	21,9%	56,3%	6,3%	100%
type 4	Effectif	2	9	21	12	44
	% dans typologies	4,5%	20,5%	47,7%	27,3%	100%
Total	Effectif	16	49	111	35	211
	% dans typologies	7,6%	23,2%	52,6%	16,6%	100%
PORTUGAL						
type 1	Effectif	1	21	32	16	70
	% dans typologies	1,4%	30,0%	45,7%	22,9%	100%
type 2	Effectif	5	14	25	3	47
	% dans typologies	10,6%	29,8%	53,2%	6,4%	100%
type 3	Effectif	5	18	37	12	72
	% dans typologies	6,9%	25,0%	51,4%	16,7%	100%
type 4	Effectif	1	6	12	4	23
	% dans typologies	4,3%	26,1%	52,2%	17,4%	100%
Total	Effectif	12	59	106	35	212
	% dans typologies	5,7%	27,8%	50,0%	16,5%	100%
FRANCE						
type 1	Effectif	7	9	8	1	25
	% dans typologies	28,0%	36,0%	32,0%	4,0%	100%
type 2	Effectif	8	19	13		40
	% dans typologies	20,0%	47,5%	32,5%		100%
type 3	Effectif	11	18	33	7	69
	% dans typologies	15,9%	26,1%	47,8%	10,1%	100%
type 4	Effectif	3	12	14	5	34
	% dans typologies	8,8%	35,3%	41,2%	14,7%	100%
Total	Effectif	29	58	68	13	168
	% dans typologies	17,3%	34,5%	40,5%	7,7%	100%

- 28 RAPPEL : Type 1 : « migrants latents » ; Type 2 : « mobile » ; Type 3 : « discrets » ; Type 4 : « enracinement identitaire »
Pour aller plus loin...
- 29 En nous appuyant sur ces différents profils de l'ancrage et de la mobilité des agriculteurs nous avons affiné la connaissance des contextes socio-territoriaux qui interfèrent dans l'évaluation des chances de vie des divers modes de fonctionnement des exploitations agricoles dans l'espace de l'actuelle Union européenne. Pour aller plus loin, il serait souhaitable d'identifier les modes de fonctionnement des exploitations agricoles qui intègrent le mieux les contraintes imposées, mais aussi les potentialités offertes par des pactes territoriaux à échelles multiples, à la fois enchâssés et complémentaires. Les arbitrages complexes qu'appelle une mise en œuvre du principe de subsidiarité, qui, pour être effective, oblige à revoir des pans entiers de la politique agricole communautaire, justifient la poursuite de ces recherches.
- 30 Les résultats de l'analyse que l'on vient de présenter permettent aussi de préciser les continuités et les discontinuités socio-territoriales de l'espace rural européen. Sur cet aspect, ils vérifient la distinction entre sociétés à « espaces multiples » et sociétés à « espaces échelonnés » à laquelle on pouvait se référer pour marquer la spécificité biogéographique et socio-culturelle des pays européens sous influence « méditerranéenne » par rapport aux pays de l'Europe moyenne ou nordique (Medeiros, 1988). D'après la caractérisation des liens territoriaux des agriculteurs, les spatialités rurales grecques et portugaises semblent relever du premier cas de figure, tandis que l'espace rural français et celui de la « troisième Italie » rappellent davantage le deuxième ; dans ces deux derniers cas, toutefois, l'hétérogénéité des échantillonnages des terrains pour la France et pour l'Italie faussent la comparaison car la différenciation régionale rurale italienne se révèle en creux dans la très forte homogénéité de la « troisième Italie ». Pour les deux premiers, le principal problème socio-agricole est celui des obstacles à l'institution d'un état professionnel de l'agriculteur ; pour les seconds, le problème plus aigu semble être celui de la continuité de sa reproduction sociale dans le contexte des actuels bouleversements des pactes territoriaux de type corporatiste qui ont prévalu jusqu'à l'apogée du système industriel « fordiste ». Les rééchelonnements de la médiation territoriale pour les pratiques agricoles sont à l'ordre du jour, et pour instant c'est l'intensification du processus de la mondialisation de l'économie qui impose les modalités hautement concurrentielles aux rapports entre territoires. Une autre manière de concevoir ces rapports et ces rééchelonnements c'est de s'apercevoir qu'en Europe les agriculteurs, comme le montre notre analyse, ne se départissent pas des liens qui les commettent avec « leurs » sociétés locales, changeantes, diverses et fragiles. La question qui reste en suspens est celle de savoir si les nouvelles orientations de la PAC, axées sur une agriculture de service et de qualité, sont capables de prendre en compte la richesse de la diversité des liens territoriaux des agriculteurs européens et de contenir dans des limites raisonnables la très vive compétition entre territoires à la fois induite et intensifiée par l'unicité du marché dont la logique tend à rompre les liens de solidarité et d'équité des redistributions socio-territoriales édifiés pas à pas dans les cadres nationaux¹³. Immense question puisque c'est elle aussi qui est au cœur des prises de position pour le moins contrastées sur la dimension politique de la construction européenne à l'heure où les crises agricoles et agri-environnementales ainsi que les élargissements à venir imposent des orientations nouvelles à la PAC.

BIBLIOGRAPHIE

- Bagansco Arnaldo** (1977) *Le Tre Italia. La Problematica Territoriale dello Sviluppo Italiano*, Il Mulino, Bologna
- Banfield Edward** (1958) *The Moral Basis of a Backward Society*, The Free Press of Glencoe, New-York
- Billaud Jean-Paul** (1991) « Les agriculteurs et leurs systèmes de représentation », in **H. Lamarche** Hugues (coord.) op. cit., T. I, p. 123-155.
- Damianakos Stathis** (1996) *Le paysan grec. Défis et adaptations face à la société moderne*, L'Harmattan, Paris
- Darré Jean-Pierre** (1991) « Les hommes sont des réseaux pensants », *Sociétés contemporaines*, 5, p. 55-66, Paris.
- Didry Claude** (2000) « La réforme des groupements professionnels expression de la conception durkheimienne de l'État », *Revue Française de Sociologie*, Vol. 41, 3, p. 513-538, Paris.
- Dubois Pierre** (1989) « L'universel, le national et le cas de figure », *Sociologie du Travail*, 2, p. 205-16, Paris.
- Fuà Giorgio** (1985) « Les voies diverses du développement en Europe », *Annales ESC*, 3, Paris
- Jollivet Marcel** (coord.) (1997) *Vers un rural post-industriel*, L'Harmattan, Paris.
- Jollivet Marcel** (2001) *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme*, ed. Arguments, Paris.
- Lamarche Hugues** (coord.) (1991) *L'Agriculture familiale. Une réalité polymorphe*, Vol. I, II, L'Harmattan, Paris.
- Lebeau René** (1979) *Les grands types de structures agraires dans le monde*, Masson, Paris.
- Lima Aida V. e Reis Manuela** (1998) « Portugal que modernidade ? Desenvolvimento, Território e Ambiente », *Portugal que Modernidade ?* (coord.) José M. L. Viegas e A. F. da Costa, Celta, Oeiras.
- Maurice Marc** (1989) « Méthode comparative et analyse sociétale », *Sociologie du Travail*, XXXI, 2, p. 175-191, Paris
- Medeiros Fernando** (1988) « Espaces ruraux et dynamiques sociales en Europe du sud », *Annales ESC*, 5, p. 1081-1107, Paris.
- Medeiros Fernando** (1994) « A teoria do dualismo estrutural revisitada nos países de industrialização sem modernização », *Análise Social*, n° 125/126, p. 81-119, Lisboa.
- Mendras Henri** (1997) *L'Europe des Européens*, Folio, Paris
- Muller Pierre** (1992) « L'État en action. L'apport des politiques publiques », *RFSP*, p. 655-681, Paris.

Pinto José M. (1985), Estruturas sociais e práticas simbólico-ideológicas nos campos, Afrontamento, Porto.

Ribeiro Orlando (1967) Portugal, o Mediterrâneo e o Atlântico, Sá da Costa, Lisboa.

Reis José (1993) « A heterogeneidade de uma economia semiperiférica » in Santos (org), infra.

Rémy Jacques (1987) « La crise de la professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le titre d'agriculteur », Sociologie du Travail, 4, p. 415-441, Paris

Santos Boaventura de S. (organiz.) (1993) Portugal : um retrato singular, Afrontamento, Porto.

Wachter Serge (1989) « Ajustements et recentrages de l'Aménagement du Territoire », Sociologie du Travail, XXI, 1/89, p. 51-74, Paris.

Weber Max (1906) « The Relations of the Rural Community to other Branches of Social Science » Conférence au Congress of Arts and Science, Universal Exposition St. Louis, Ed. Hoghton - Mifflin, Boston/N.-York, Vol. VII, p. 725-46. Repris dans W. Mills and H. H. Gerth (eds) (1946) From Max Weber: Essays on Sociology, Ox. U. P.

ANNEXES

Liste des tableaux de fréquences des variables utilisées dans les analyses de données

A - Pour le § 1

FPL Formation professionnelle du chef

SAL Présence de travail salarié

OU Lieu de travail antérieur

RVE Part des revenus extérieurs...

B - Pour le § 2

LOC Rapport au local

SOC Indice de sociabilité

CLI Présence de conflits

DFF Difficile de faire des choses ensemble ici

LHA Lieu d'habitation premier ami

PPA Profession premier ami

FET Participation aux manifestations locales

SEM Les enfants mariés doivent habiter...

NID Niveau spatial d'identité

RCO Les relations locales sont plutôt...

C - Pour le § 3

AVG Il est préférable pour les garçons...

AVF Il est préférable pour les filles...

ORP Membre d'une organisation professionnelle

FP L (Voir bloc A)

RAA C'est important d'investir pour réussir

TTT Type de responsabilité

E23 L'environnement est un problème

C68 Est-il normal de s'installer dans un autre pays

D - Rapports de l'agriculture à son État et à la CEE

ETA Rapport à son État

NDP La politique agricole favorise...

C64 La politique actuelle de la CEE est pour les agriculteurs...

C65 La politique agricole européenne actuelle favorise-t-elle...

C651 Si oui, lesquels

NOTES

1. Pour plus de précisions sur cette enquête du REALCEA, cf. l'article de H. Lamarche dans ce même volume. Il importe de rappeler que les « terrains » ont fait l'objet d'un choix raisonné par pays, de manière à capter les inscriptions locales de la diversité des types et des formes organisationnelles des exploitations agricoles de chaque pays. Les cohérences de chaque terrain révélées par les données des enquêtes ainsi que les principales caractéristiques socio-agricoles de chaque espace « local » choisi en connaissance de cause par les chercheurs font que chacun de ces 16 « terrains » peut être considéré comme une unité d'analyse utilisée ici en tant que variable synthétique intermédiaire. Le « local » correspond soit à la commune, soit au canton.

2. L'enquête auprès de 212 exploitations agricoles portugaises a été réalisée pour l'essentiel pendant l'automne/hiver 1992/93, avec un retour au terrain en 1994/95. L'équipe de chercheurs portugais ayant en charge les enquêtes dans les cinq « terrains » retenus était constituée par A. V. de Lima et L. Almeida de l'Instituto de Ciências Sociais (ICS, Universidade de Lisboa), A. Baptista (UNTAD -Universidade de Trás-os-Montes), E. Figueiredo (Universidade de Aveiro), R. Casinha (Universidade de Évora) et L. Ramos (Comissão de Coordenação da Região Norte). Cette équipe que j'ai coordonnée a été accueillie par l'ICS. Le financement de l'enquête a été assuré par le ministère de l'Agriculture du Portugal, auquel a été remis en 1996 un rapport de recherche (180 p.).

3. Cette dualité du Portugal agraire a été soulignée dans les années quarante par le géographe Orlando Ribeiro (Ribeiro, 1945).

4. Pour la liste et la définition des variables utilisées dans l'analyse et pour le détail des données et des croisements par pays et par terrains se reporter aux tableaux de l'annexe, Blocs 'A', 'B', 'C' et 'D'.

5. La notion de « préférences nationales de structures » a été avancée par les chercheurs du LEST (Lyon) dans le cadre de leurs recherches comparatives

internationales (Maurice *et al.* 1983). Elle vise à identifier une variable synthétique explicative à laquelle doivent recourir nécessairement les recherches comparatives internationales (« cross-national ») lorsque les objets sociologiques mis en confrontation sont du ressort de configurations institutionnelles précises ou/et relèvent explicitement de choix politiques durables. Les arrière-plans des pratiques agricoles tels que les « structures agraires » propres à chaque pays, les politiques d'aménagement du territoire et le statut de secteur économique de base garanti par les tutelles des États justifient le recours à cette notion pour les objectifs de notre recherche comparative.

6. Les fréquences des deux variables « AVG » et « AVF », reproduites dans l'annexe, font ressortir une assez nette différence entre la Grèce et le Portugal en ce qui concerne les projections des agriculteurs et de leurs conjoints vers l'avenir. Si l'on confronte la répartition de ces fréquences avec celle des fréquences de la variable « CLI » sur la conflictualité de la vie sociale locale, il semble légitime de se demander si l'on n'a pas affaire à une différence significative entre les deux pays sur la question, au demeurant controversée, du « familialisme amoral » (Banfield, 1958).

7. Cette configuration se retrouve aussi en Espagne, pays où l'on assiste actuellement à une réactivation de l'exploitation agricole capitaliste par le recours à la main-d'œuvre immigrée.

8. Les données de l'enquête pour l'Italie se concentrent sur deux terrains seulement, situés dans des régions de la « troisième Italie », le Piemonte et le Veneto. Ils ne captent que très partiellement la diversité agraire de ce pays, raison pour laquelle nous précisons « Italie du Nord ».

9. Cette variable a été calculée par J.-P. Billaud et utilisée dans sa contribution au Tome I de *L'agriculture familiale. Une réalité polymorphe*, H. Lamarche, (Coord.), Paris, L'Harmattan, 1991.

10. L'analyse factorielle de correspondances présente souvent l'inconvénient de restreindre le cadre de l'analyse des données à des catégories dichotomiques réductrices. Dans le cas présent, les deux termes de la dichotomie adoptée renvoient aux tendances opposées qui sont à l'œuvre dans le phénomène de la dualisation de la société – société « exposée » / société « repliée » – analysé à maintes reprises dans les recherches sur les actuelles dynamiques de la mondialisation. Sur les formes des inscriptions spatiales de ce phénomène voir Giddens (1987), Medeiros (1994), Veltz (1996).

11. Ce résultat de l'analyse comparée mériterait d'être approfondi, surtout en ce moment où l'on s'interroge sur les contours assez flous des « frontières » de l'Europe. Des recherches plus suivies sur l'« européanité » comme processus constitueraient un contrepoint utile aux thèses substantivistes sur l'espace européen.

12. Pour la liste des variables utilisées dans les analyses qui précèdent, se reporter à l'annexe.

13. Voir les tableaux NDP, C65 et C651 dans l'annexe. Liste des tableaux de fréquences des variables utilisées dans les analyses des données.

RÉSUMÉS

L'objet de cette recherche est de caractériser et de comparer les différents types d'ancrages et d'appartenances des agriculteurs grecs et portugais dans leurs sociétés locales, à partir des données de l'enquête sur les exploitants agricoles réalisée dans le cadre du Réseau européen d'analyse locale comparée des exploitations agricoles (REALCEA). Les principaux résultats de l'analyse présentée ici font apparaître des similitudes remarquables entre les situations des agriculteurs grecs et portugais, notamment celles qui soulignent les positions « semi-périphériques » des agricultures de ces deux pays dans l'Union européenne. La comparaison des situations de ces deux pays avec celles de la France et de l'Italie du Nord, plus représentatives du score de l'agriculture européenne, permet de vérifier ce résultat ; mais elle permet aussi de faire ressortir les différences qui distinguent assez nettement chacun des quatre cas étudiés. D'après les indicateurs de cette différenciation, la situation des agriculteurs grecs serait plus proche de celle des agriculteurs de l'Italie du Nord que celle des agriculteurs portugais, tandis que ceux-ci se rapprocheraient davantage des français que de leurs homologues grecs.

The aim of this study is to characterise and compare different types of bases and affiliations for Greek and Portuguese farmers in their local communities. It is based on farming data collected in the context of the European network of comparative local analysis of farming (REALCEA – Réseau européen d'analyse locale comparée des exploitations agricoles). The main findings shown here reveal remarkable similarities between conditions for Greek and Portuguese farmers, in particular those which emphasise the “semi-peripheral” positions of agriculture in both these European Union countries. Further comparison of these two countries with France and Northern Italy, which are even more representative of European agriculture, verifies this result, whilst clearly drawing out the distinct differences of each of the case studies. According to indicators of this differentiation, the situation for Greek farmers is more similar to that of Northern Italian farmers than to Portuguese farmers, the latter being closer to the French than their Greek counterparts.

INDEX

Index géographique : Grèce

Mots-clés : Agriculture

AUTEUR

FERNANDO MEDEIROS

Cnrs, université de Paris X-Nanterre